

Le Québec après De Gaulle

Les remous causés par les déclarations de De Gaulle lors de son récent voyage au Canada sont encore loin d'être apaisés de l'autre côté de l'Atlantique. Alors qu'on assiste, depuis l'été, à une tension croissante dans les relations entre Canadiens anglais et Canadiens français, les éléments « indépendantistes » québécois, groupés autour du R.I.N. (Rassemblement pour l'indépendance nationale) retrouvent une vigueur qu'ils avaient quelque peu perdue depuis leur échec aux dernières élections provinciales. Par ailleurs, alors qu'entre le très conservateur gouvernement du Québec, Daniel Johnson, et Ottawa, les escarmouches, faites de communiqués ambigus et de déclarations fracassantes, se succèdent, le puissant Parti libéral de l'ex-premier ministre provincial Jean Lesage, dont on connaît la très grande modération sur les questions constitutionnelles, est menacé d'une véritable scission : plusieurs de ses éléments, et parmi les plus dynamiques, ont d'ores et déjà démissionné, en désaccord avec la réaction plutôt hostile de la direction du parti aux propos du général.

Une première remarque s'impose à la suite de tels développements : ce serait une grave erreur que de considérer — comme l'a fait presque toute la gauche française — « la retraite du Canada » du général de Gaulle dans le strict contexte des relations Paris-Ottawa. Il ne fait guère de doute que le général visitait le Québec, et non le Canada, et que, dans la province francophone, ses déclarations provocantes ont eu pour effet de renforcer le mythe de « De Gaulle le décoionisateur », un mythe soigneusement cultivé ces dernières années par les nationalistes bourgeois. Au Québec, de Gaulle n'a subi aucun échec politique, bien au contraire ; et si l'on ne peut parler de « victoire » de ses conceptions, c'est parce que le problème en cause n'est pas de Gaulle, mais quelque chose de plus significatif, à savoir la question nationale du Canada français.

Comment le fameux cri « Vive le Québec libre » aurait-il pu ne pas rencontrer un accueil enthousiaste de la part des plus larges couches de la population québécoise ?... Les Canadiens français ne jouissent ni de l'égalité, ni de l'indépendance nationale au sein de la Confédération canadienne. La moyenne des revenus des Québécois est seulement égale à 64 % de celle des Canadiens anglais ; alors qu'ils représentent 27 % de la population canadienne, les Canadiens français représentent 40 % des chômeurs. La discrimination est de règle au Québec lorsqu'il est question de promotion au sein de la hiérarchie de l'industrie et du commerce, qui sont presque entièrement entre les mains de capitaux américains et canadiens anglais (moins de 20 % de l'industrie québécoise est possédée par des Canadiens français, et encore s'agit-il là d'un secteur à faible productivité). On a estimé que 64 % des francophones de Montréal devaient parler l'anglais au travail.

Parce que l'oppression nationale du Canada français se manifeste le plus ouvertement au niveau du langage (nécessité de parler l'anglais pour obtenir le moindre travail qualifié) et parce que le gouvernement fédéral d'Ottawa, anglophone pour l'essentiel, est l'instrument le plus évident de cette subordination, la conscience nationale des Canadiens français, très variable selon la classe sociale à laquelle ils appartiennent, trouve son dénominateur commun le plus bas dans l'opposition aux « Anglais ». Ainsi, bien que la classe ouvrière canadienne française n'ait montré aucune sympathie particulière pour le programme séparatiste

d'organisations telles que le R.I.N. (qui, en dehors de la question nationale, défend le « capitalisme libéral »), lorsque, par le passé, des crises majeures ont mis en question l'existence même de la nation canadienne française, les travailleurs ont rejoint la bannière nationaliste. Ce fut le cas lors des deux guerres mondiales, quand les Canadiens français ont massivement refusé d'être enrôlés dans l'armée, s'opposant ainsi aux intentions impérialistes du régime canadien anglais.

La démagogie gaulliste s'est donc exercée dans un milieu particulièrement favorable... Mais les lampions de la fête éteints et les réactions violentes des classes dirigeantes anglophones un peu calmées, qu'en est-il de la réelle libération du Québec ?

Les bénéficiaires immédiats de cette grande opération politico-théâtrale sont le gouvernement ultra-conservateur du premier ministre D. Johnson, et son parti, l'Union nationale, très liés à la hiérarchie catholique, et dont le nationalisme démagogique, et purement verbal, n'a d'autre but que de gagner des votes lors des élections... Sa politique de clocher, dont la ligne directrice consiste à éviter d'aborder les problèmes économiques et sociaux cruciaux de la province, et à tenter d'obtenir, de-ci de-là, quelques avantages pour la bourgeoisie canadienne française dans sa rivalité inégale avec la bourgeoisie canadienne anglaise, a reçu une caution prestigieuse et une audience internationale... Dans un pays où il n'existe guère de parti ouvrier, et où la classe ouvrière n'a d'autre choix que de voter pour l'un des partis bourgeois, les conséquences sont graves pour les travailleurs : Johnson est assuré de sa réélection, à la faveur de laquelle il affermera son pouvoir sur la scène provinciale. En échange, une petite place, à la mesure de ses moyens limités, mais non pas de ses ambitions, sera ménagée au capital français dans le Québec... Cela donnera d'ailleurs à la bourgeoisie locale de nouvelles armes politiques dans ses éternelles tentatives de grignotage vis-à-vis des Canadiens anglais. Cela n'empêchera pas néanmoins l'accroissement de l'influence des États-Unis qui, déjà, contrôlent plus de 60 % de l'économie québécoise.

Quant aux organisations séparatistes, si elles se sont acquies une nouvelle idole (« Québec libre, de Gaulle l'a dit », est leur nouveau slogan), cela ne fait qu'accroître leur traditionnelle confusion idéologique qui, jusqu'à maintenant, a limité leur impact parmi les masses québécoises.

Paradoxalement en apparence, mais logiquement en fait, la grande perdante de toute cette agitation, c'est la classe ouvrière québécoise. Tous les grands problèmes qui sont les siens ont été relégués à l'arrière-plan : sous-emploi, salaires, démocratisation et laïcisation de l'enseignement, etc. Plus grave pour les luttes à venir est le fossé que de telles crises creusent entre la classe ouvrière francophone et la classe ouvrière anglophone qui ont à mener un combat commun, contre un ennemi commun : une bourgeoisie qui s'avère être l'allié le plus docile et le plus efficace de l'impérialisme américain, notamment dans son génocide contre le peuple du Vietnam.

Par-dessus tout, au Québec, le problème crucial de la création d'un parti ouvrier, à travers lequel les travailleurs pourraient faire entendre leur propre voix, déglacée de l'influence des partis bourgeois, a été remis une fois de plus aux calendes grecques...

Décidément, non, la liberté du Québec ne passe pas par les propos du général !

J.-P. RIEL.

Arrabal et l'inquisition

En Espagne « libre, grande et une », par la volonté de Dieu et de Franco, vient de se terminer un procès : celui de l'inquisition moderne, le procès Fernando Arrabal.

Jeune dramaturge espagnol, chef de file du mouvement littéraire d'avant-garde « Panique », Fernando Arrabal était arrêté dans la nuit du 22 juillet, transféré à Madrid, puis à la trop célèbre prison de Carabanchel qui abrite bon nombre d'opposants politiques. Arrabal était accusé d'injure à la patrie et de blasphème pour avoir écrit en dédicace de l'un de ses ouvrages, Arrabal célébrant la cérémonie de la confusion : « Je me fous du Bon Dieu, de la patrie et de tout le reste. »

C'était le signe du déchaînement d'une campagne contre la personne d'Arrabal et contre son œuvre ; l'occasion de justifier l'interdiction de ses pièces ; au-delà de sa personne, c'était toute la jeune génération de l'intelligentsia opposante que l'on prétendait frapper de terreur.

Le Bon Dieu et la patrie pris à partie, en terre franquiste, il n'en faut pas davantage pour risquer douze ans de prison pour l'incivisme et six mois pour le blasphème.

Arrabal, cependant, devait parvenir à plonger ses juges dans la confusion, cérémonie qu'il dirigea si bien que le voilà acquitté. Il prétendit n'avoir pas écrit qu'il se « foutait de la patrie », mais de Patra, sa chatte. Et quant au Bon Dieu, il ne fallait pas confondre. Nulle injure au Bon Dieu de l'Espagne éternelle, guide de la croisade franquiste, mais de la mauvaise humeur contre Pan, dieu païen.

Donc nulle faute, nul blasphème !

L'honneur de l'Espagne était sauf, l'inquisition reculait devant la huée internationale. Mais pour l'intérieur elle avait tout de même donné son coup de semonce. Arrabal est libre, mais la liberté d'expression n'est pas victorieuse.

Liberté immédiate pour Daniel Camajo Guanche

Est-ce pour faire équilibre à son indiscipline continentale, à son refus d'interrompre ses relations commerciales avec Cuba que le gouvernement mexicain s'enfonce dans la violation de sa propre légalité et s'acharne dans la répression de l'extrême gauche ? Toujours est-il que les quatorze arrêtés du prétendu complot de juillet sont maintenant en prison et sont l'objet de mesures iniques particulières. Les autorités ont refusé de transmettre des médicaments à Pablo Alvarado Barrera, malade des suites des coups et des tortures subis de la part des policiers pendant ses interrogatoires.

Imitant le comportement de Barrientos à l'égard de Régis Debray, les autorités mexicaines n'ont permis au frère de Daniel Camajo Guanche de voir celui-ci qu'une heure, puis l'ont expulsé du pays. Il est vrai que le même monstre de marionnettes tire les ficelles des deux affaires. Cette petite heure de visite a permis à Camajo de faire savoir à son frère que la police secrète

mexicaine connaissait des faits le concernant qu'elle ne pouvait tenir que du gouvernement des U.S.A. Par exemple, le jour de sa première entrée aux États-Unis en 1940 ! La C.I.A. (ou le F.B.I.) montre ici le bout de l'oreille. Un tel fait confirme le caractère de provocation de ces arrestations déclenchées à la veille de la conférence de l'O.L.A.S.

Au Mexique même, un Comité de défense des prisonniers politiques s'est constitué qui a déjà fait deux meetings à la Faculté de philosophie et de lettres, et un autre à l'École nationale d'économie, et qui a collecté des fonds pour répondre aux premiers besoins des emprisonnés, en particulier, leur acheter des lits. Soutenir l'action de ce comité est indispensable.

Plus menacé que les autres détenus en tant qu'étranger est notre camarade vénézuélien Daniel Camajo Guanche, qu'une extradition vouerait à la mort. Son dossier est vide. Camajo Guanche doit être libéré et pouvoir choisir le refuge de son choix.

Angleterre : Après le congrès du Labour Party

Il faut organiser la gauche

Les deux grandes conférences annuelles du mouvement ouvrier britannique qui se tiennent début septembre pour le Trade Union Congress, et début octobre pour le Labour Party viennent de faire apparaître les sentiments qui se développent chez les travailleurs du Royaume-Uni par suite de la politique suivie par le gouvernement Wilson.

Sur le plan économique, le mécontentement grandit contre une politique qui, sous prétexte de rénover l'économie, contient de grandes parties désuètes, recourt à des méthodes plus rigoureuses que celles employées par les Tories contre la classe ouvrière et qui, si elles aboutissent — ce qui n'est pas sûr — ne serviront que le capitalisme. Le chômage va croissant, et on prévoit un chiffre au moins égal à 700.000 chômeurs pour l'hiver prochain. Les votes au Congrès des trade-unions étaient en fait une condamnation pour le gouvernement Wilson.

Au congrès du Labour Party (au moment où nous écrivons, il ne s'est pas encore achevé et nous n'avons pas encore reçu un article de notre correspondant dans ce pays), Wilson a évité des votes hostiles sur les problèmes économiques, avant tout par de grossières manœuvres à l'égard des bonzes syndicaux. Dans un congrès de plus d'un millier de délégués, la majorité des voix est détenue par un tout petit nombre de bureaucrates syndicaux : Cousins, des transports, en a environ 800.000, la direction des mineurs plus de 400.000, etc. Il a suffi d'une misérable concession aux dirigeants des mineurs pour assurer, par leur vote en faveur de Wilson, un retournement de la majorité.

Sur le plan international, la politique pro-américaine de Wilson a été condamnée. L'an dernier, la résolution votée se bornait à demander l'arrêt des bombardements du Nord-Vietnam. Cette année, elle demande au gouvernement britannique de « se dissocier complètement » de la politique américaine au Vietnam. Une résolution également forte fut votée au sujet de la politique à suivre à l'égard de la dictature grecque, contre l'avis du ministre des Affaires étrangères, G. Brown.

Sur la question du Marché commun européen, la minorité s'est trouvée réduite. Cela tient au fait qu'elle se situe sur une position de maintien du *statu quo* qui est dépassée par suite de la dislocation effective du Commonwealth, et qu'elle n'oppose pas à la solution capitaliste la solution socialiste des États-Unis socialistes d'Europe.

Ceci dit, nous arrivons à l'aspect « démocratique » très particulier du mouvement. On peut s'y exprimer plus facilement que dans toute autre organisation de masse dans le monde entier ; on peut voter (compte tenu des paquets de voix

qui sont entre les mains des bonzes syndicaux) des résolutions assez précises, mais la direction du Labour Party, le chef du gouvernement travailliste, qui est le leader de ce parti, n'est pas engagé par les votes du Congrès. Il se présente au Parlement avec la politique élaborée par le cabinet, indépendamment des votes du T.U.C. et du L.P.

Le résultat de la politique gouvernementale sur le plan des rapports du Labour Party avec les travailleurs a été fourni au cours du mois de septembre par deux élections partielles. Aux deux élections, le candidat travailliste a été battu par le candidat Tory, non pas parce que celui-ci ou un candidat libéral a accru le nombre de ses voix, mais par défaut, du fait que plus de la moitié des électeurs du Labour s'est abstenue de participer au scrutin. Ainsi, les masses travailleuses ne se tournent pas vers les conservateurs, mais manifestent par leur abstention leurs désillusions quant à la politique de Wilson.

L'atmosphère de malaise qui sévissait dans les deux congrès était indéniable. Le problème qui se pose aux militants de gauche n'est pas seulement de manifester leur mécontentement par des résolutions. Pour que celles-ci prennent corps, il faut changer la direction du Labour. Ce n'est pas une tâche aisée dans un mouvement fortement bureaucratisé et disposant d'une force d'inertie considérable. Ce n'est toutefois pas impossible, comme l'histoire du mouvement ouvrier anglais l'a montré. Mais, la condition première pour mener une telle lutte, c'est l'organisation d'une gauche capable de batailler jour après jour sur un programme et de s'incruster dans les organismes de base du mouvement politique et syndical, et de veiller à l'élimination des postes des partisans de la direction. Malheureusement, depuis plusieurs années, il n'y a plus de courant massif de gauche organisé autour d'un centre ; il n'y a que des militants dispersés, agissant séparément et sur des questions différentes.

Nous savons que, pour la conférence de Scarborough, des efforts avaient été entrepris pour commencer à procéder à un premier regroupement. Des réunions avaient été annoncées à cet effet, un bulletin quotidien de la gauche pour le Congrès était prévu. Nous ne connaissons pas encore les résultats de ces efforts, qui, à notre avis, pourraient constituer la partie la plus importante du Congrès. Mais il ne faut pas se leurrer, il s'agit là d'une œuvre difficile, longue, et pleine d'embûches. Elle est d'une importance décisive, non seulement pour le mouvement ouvrier britannique, mais dans une grande mesure également pour tout le mouvement ouvrier européen, que la Grande-Bretagne entre ou non dans le Marché commun.